

CONFERENCE	FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS	C63/LIM/5 18 novembre 1963
CONFÉRENCE	ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE	
CONFERENCIA	ORGANIZACION DE LAS NACIONES UNIDAS PARA LA AGRICULTURA Y LA ALIMENTACION	

DOUZIEME SESSION

Conférence McDougall, 1963

par

H.E. Julius NYERERE

Président de la République du Tanganyika

C 63/LIM/5
18 novembre 1963

FAO - CONFERENCE McDOUGALL, 1963

par

H.E. Julius NYERERE

Président de la République du Tanganyika

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Je suis très conscient de l'honneur que l'on m'a fait en m'invitant à parler ici aujourd'hui. J'ai conscience également que beaucoup parmi vous connaissent la FAO et son oeuvre bien mieux que moi et sont spécialistes des questions dont elle s'occupe. En ces matières, je ne peux rien dire qui ait une utilité pour vous et je ne me propose pas d'essayer.

Je désire plutôt examiner la question de l'évolution du développement mondial du point de vue de ceux qui sont au bas de l'échelle dans les statistiques du niveau de vie. Pour un pays agricole comme le mien, la FAO est une institution très importante et il est donc logique que quand je parle de développement, votre Organisation soit au premier plan de mes pensées. Pourtant, ce que j'ai à dire déborde en grande partie le cadre de la FAO, car cette instance internationale n'agit pas, et ne saurait agir, dans l'isolement. Le succès de ses activités dépend pour beaucoup de tout un ensemble de rapports économiques et politiques qui sortent des limites de sa compétence ou de son influence.

En premier lieu, je crois qu'il est bon de temps à autre de nous remettre en mémoire que ce sont les personnes - c'est-à-dire les êtres humains, avec leurs préjugés, leurs espoirs, leurs limitations et leurs ressources - qui constituent la raison et l'objet de toute organisation ou institution humaine. Gouverner a pour objet d'assurer aux personnes la possibilité d'une vie heureuse et pacifique et la conception moderne de l'Etat exige que le gouvernement s'y emploie d'une façon positive. Préserver les personnes de la violence ne représente - on le reconnaît aujourd'hui - qu'un aspect de son rôle. On attend aussi qu'il s'attache activement à conserver ce que les hommes estiment être bon dans leur existence et à transformer ce qu'ils savent être mauvais.

Pour le gouvernement démocratique d'un pays sous-développé, tel que le mien, cette transformation doit être l'objectif principal de l'activité publique. La paix elle-même ne saurait, en fait ou en droit, être sauvegardée, sans une transformation presque totale car les conditions dans lesquelles vivent aujourd'hui une grande partie des hommes sont la négation de la dignité humaine et une honte pour le monde du vingtième siècle. Nos Gouvernements ont à faire un travail d'amélioration tellement vaste qu'il exige une complète révolution économique et sociale dans la nation.

63/K/10094/pfr

De même que cette grande transformation doit être l'objectif des gouvernements des pays sous-développés, de même elle est le but déclaré de tout un ensemble d'organisations internationales. Si les Nations Unies ont pour mission spéciale de maintenir la paix, il est vrai aussi que, par l'intermédiaire du Conseil économique et social et des institutions spécialisées, elles se sont proposées de transformer radicalement les conditions de vie de centaines de millions d'individus. Mon propos sera aujourd'hui de considérer ces instruments internationaux de rénovation du point de vue d'un homme qui a lui-même pour tâche quotidienne de transformer une petite partie de l'Afrique.

Un seul monde oui ou non ?

A part l'Afrique du sud - que j'entends ignorer aujourd'hui - le monde presque entier reconnaît à présent le fond commun d'humanité chez tous les hommes et acquiert davantage le sens de la fraternité humaine. L'existence même de la FAO témoigne de ce sentiment que le bien-être d'autrui concerne chacun de nous. En fait, cette idée est devenue si banale qu'il n'est plus besoin de la justifier : il suffit de l'affirmer, elle est acceptée. Et certes, nous avons de nombreuses raisons de croire que nous vivons aujourd'hui dans un monde qui est Un.

Du point de vue technique, il ne fait pas de doute que l'univers devient chaque jour plus petit ; il y a seulement trente ans, alors que certains d'entre nous n'étaient pas encore en âge d'aller à l'école, il aurait été extrêmement difficile d'organiser une conférence internationale comme celle-ci, à cause du temps qu'il aurait fallu aux délégués pour s'y rendre. Aujourd'hui, j'imagine que très peu ont mis plus de trente-six heures et bientôt les voyages se feront encore plus vite. A côté de cette rapidité des communications autour du globe, il faut noter les répercussions internationales de toutes les nouvelles découvertes scientifiques ; si le monde entier se préoccupait de l'arrêt des essais nucléaires, c'est parce que le monde entier subit leurs effets. En outre, grâce aux techniques de production en série, une seule chaîne peut souvent satisfaire les besoins de milliers d'individus dispersés sur toute la surface terrestre, à meilleur compte qu'une petite usine ou un travailleur à domicile ne sont capables de fournir les gens de leur voisinage.

Mais parce que, sur le plan technique, nous sommes un seul et même monde, nous avons pris l'habitude d'employer cette façon de parler dans d'autres domaines, où elle n'est ni vraie ni pertinente et où son usage nous détourne de réfléchir.

En matière politique, nous parlons d'un monde Un, et pourtant, nous formons encore des centaines de nations isolées qui commencent à peine à faire les premiers gestes pour tenir compte de leur mutuelle dépendance. Or on ne parle pas d'"une seule et même nation" quand deux gouvernements en litige ont autorité sur un territoire, quel que besoin qu'ils aient l'un de l'autre pour faire régner la paix et la prospérité en tous lieux. De même, nous ne sommes fondés à parler, dans un contexte politique, d'"un seul et même monde", que si nos nationalismes étroits sont soumis à une autorité mondiale chargée du maintien de la paix qui a le pouvoir de faire respecter sa volonté.

Du point de vue économique enfin, cette façon de parler est encore plus impropre. Certes les ramifications du commerce international sont telles que des articles produits à Londres, à New York ou à Tokyo sont venus modifier l'existence de gens qui vivent dans la brousse reculée du Tanganyika, et il est vrai que l'on peut voir les mêmes sociétés à l'oeuvre en Allemagne, en Amérique, en Inde et en Afrique. Mais en dépit de cela le monde présente des contrastes économiques si violents que, malgré tous les contacts qui peuvent s'établir, une partie de l'humanité semble vivre aujourd'hui sur une autre planète, que dis-je, dans un autre système solaire.

Contrastes économiques

Je suis certain qu'il est inutile de m'étendre sur cette question. Vous connaissez parfaitement les statistiques de la pauvreté et celle de la richesse, ici la faim, là les ventres trop remplis. Vous savez également que si dans chaque pays l'on observe des inégalités économiques - même les Etats-Unis ont leurs pauvres et leurs sous-alimentés - c'est entre les niveaux de vie des différents pays du monde que se manifestent les disparités les plus choquantes. Le revenu national de l'Inde est de 60 dollars par habitant, celui des Etats-Unis, de 2 000 dollars - j'emprunte ces chiffres aux publications de la FAO. Je n'ai pas à vous dire que la grande majorité des hommes ne mangent pas à leur faim ou ne reçoivent pas d'aliments propres à les maintenir en bonne santé.

Tout cela n'est pas nouveau et, dans ce domaine, il est difficile d'éviter les clichés. Mais là est la raison d'être des institutions spécialisées des Nations Unies et l'on peut trouver l'origine de la FAO elle-même dans l'appel que lança naguère le Président Roosevelt pour que le monde défende quatre libertés ou droits essentiels - dont le droit de manger à sa faim.

Cependant, si le problème n'est pas nouveau, il n'est pas non plus dépassé. Et c'est ce qui doit nous préoccuper aujourd'hui. De 1950 à 1960, on estime que le revenu annuel moyen par habitant a augmenté de plus de 200 dollars aux Etats-Unis et en Europe occidentale. Dans les pays sous-développés pris ensemble, le revenu annuel par habitant qui avoisinait 80 dollars en 1950, atteignait environ 90 dollars en 1960, soit un accroissement de 10 dollars au cours de la décennie. En d'autres termes, les individus qui vivaient dans les pays riches ont vu s'accroître leur revenu d'un montant supérieur au revenu total par habitant des pays sous-développés. Loin de diminuer, l'écart entre les deux groupes s'est élargi à un rythme très rapide. Et rien n'indique que cette tendance se soit modifiée durant ces trois dernières années ; il est même plus probable qu'elle s'est poursuivie.

Importance de la disparité

Je tiens à insister sur ce point qui a de nombreuses conséquences. Bien que l'on ait si fort conscience des inégalités économiques de notre monde, bien que l'on ait créé tant d'organisations internationales pour y remédier, le fossé entre les nantis et les indigents se creuse de plus en plus. Plus vous êtes riche, plus vous accumulez de richesses, plus vous êtes pauvre, moins vous pouvez améliorer votre situation, quels que soient vos efforts. Du point de vue économique, il y a encore deux mondes, et non pas un monde unique.

On dira peut-être que je me place sur le terrain des comparaisons : la chose qui compte, et qui constitue un motif de satisfaction, c'est, dira-t-on, qu'il y ait eu cette amélioration du revenu par habitant dans les pays sous-développés. On pourra aussi arguer - et à juste titre - qu'en raison de la forte poussée démographique qui a été le lot de beaucoup de pays pauvres, cette faible augmentation dissimule un pourcentage d'accroissement de la production effective beaucoup plus élevée.

Je ne veux pas sous-estimer les progrès accomplis et je ne manquerai pas de saluer tous ceux qui en ont été les artisans. Ce progrès est un bien. Mais il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui les richesses du monde sont plus inégalement réparties entre les peuples qu'en 1945. C'est là une chose importante ; le fait qu'une légère amélioration a eu lieu dans les zones économiquement déprimées ne fait même qu'en souligner l'importance.

Parce que le monde forme, sur le plan technique un seul tout, parce que les personnes et les biens des territoires riches sont amenés dans les régions pauvres par les courants commerciaux, par le tourisme et par le processus même du développement économique - nous avons une atmosphère d'espérance sans cesse croissante chez les pauvres de ce monde. L'idée que l'on se fait des conditions de vie possibles n'est plus ce qu'elle était dans les petites sociétés fermées d'il y a quelques dizaines d'années. La pauvreté était alors extrême - et universelle. Les hommes n'espéraient rien d'autre ; leur existence, leur civilisation même étaient dominées par la nécessité de lutter contre la nature pour lui arracher leur subsistance. Mais en 1963, tout le monde chez nous a vu et peut voir qu'il existe des modes de vie meilleurs, auxquels certains de leurs semblables sont parvenus. Quelle est la femme, quelle est la mère qui en voyant l'eau claire jaillir miraculeusement du robinet n'aura pas envie de cette merveille pour ses enfants et pour elle-même ? Les bicyclettes, les beaux vêtements, les livres, les casseroles en aluminium - tous ces biens détenus par les autres suscitent fatalement le mécontentement chez le pauvre qui s'échine au labour. Béni soit ce mécontentement pourvu que le monde en sorte transformé.

Pour des raisons de dignité humaine et pour la sauvegarde de la paix et de la justice, il est donc nécessaire que les inégalités économiques de notre monde soient atténuées et que les masses puissent se délivrer elles-mêmes du fardeau de la misère. Je ne crois pas qu'il soit impossible de transformer les conditions de vie. Je crois que la chose nécessaire est de décider qu'elles se transformeront et d'attaquer le problème objectivement et scientifiquement.

Le monde peut produire en plus grande quantité les biens nécessaires aux hommes ; les pays sous-développés peuvent eux-mêmes produire davantage. De fait, l'un des caractères distinctifs du pays sous-développé est la faible productivité des travailleurs et de la terre. Lorsque nous disons d'un pays qu'il est sous-développé, c'est bien là ce que nous voulons dire - à savoir que son produit national brut est faible par rapport à sa population. Les gens produisent peu et consomment peu - deux facteurs qui ne sont nullement interchangeables de façon aussi automatique que le porte à croire la pure théorie économique.

Une transformation radicale s'impose

Les problèmes des pays insuffisamment développés sont donc de deux ordres. En premier lieu, ils doivent accroître la production de biens et services nécessaires à la population ; en second lieu, ils doivent accroître la consommation des biens et services qui sont le signe d'une existence digne et libre. Ce deuxième point signifie que les biens et services produits doivent être ceux dont les producteurs ont directement besoin, ou qu'il doit être possible de les utiliser dans un système d'échanges capable d'assurer en retour aux producteurs un pouvoir d'achat équivalant à la richesse que leurs efforts ont engendrée. En d'autres termes la commercialisation doit être organisée de telle sorte que les agriculteurs puissent vendre leurs produits à un prix équitable et se procurer des articles dont ils ont besoin moyennant une dépense également raisonnable.

Je crois pouvoir affirmer qu'aucun pays insuffisamment développé ne saurait accroître sa production ou sa consommation sans apporter des réformes très larges et très profondes à l'ensemble de l'économie et de la structure sociale. C'est ainsi qu'au Tanganyika (et vous voudrez bien m'excuser d'emprunter la plupart de mes exemples au pays que je connais le mieux) près de 97 pour cent de la population vivent dans les zones rurales et c'est de l'agriculture que la plupart tirent leur subsistance. Comment, dans ces conditions, l'expansion de la production agricole ne serait-elle pas notre principal souci ?

Pour y parvenir, nous devons nous efforcer non pas tant d'élargir la superficie agricole que d'améliorer nos méthodes de culture et ce problème a des ramifications profondes dans tout notre système social. Nos pratiques agricoles sont intimement liés à l'ensemble de nos traditions : modifier les outils, introduire l'irrigation ou même simplement des semences hybrides, c'est toucher à des notions telles que la solidarité familiale, l'organisation tribale de la sécurité sociale ou les pratiques successorales.

Il en va de même de la mise en place d'institutions propres à une économie nationale, et non plus à une économie de village. Au sein du village, les rapports humains traditionnels se trouvent bouleversés.

Je ne veux pas dire par là que ces réformes ne soient pas indispensables à l'expansion de la production agricole ou industrielle. Ce que je tiens à souligner c'est que les transformations sociales et économiques sont interdépendantes et qu'on ne peut réaliser les unes sans en même temps réaliser les autres. De même que l'évolution de l'agriculture entraîne une évolution sociale, de même une certaine évolution sociale constitue un préalable indispensable à la transformation de l'agriculture. On a dit avec raison qu'une alimentation meilleure est une condition essentielle du développement, mais il est non moins exact que le développement prépare la voie à une alimentation meilleure.

Les réformes doivent être planifiées

Puisqu'il existe un lien entre tous les aspects de l'évolution, il importe de n'en considérer aucun isolément, ce qui n'a que trop tendance à arriver. L'une des choses que l'on a le plus de peine à obtenir d'un

comprenant différents ministères, c'est un effort collectif et cohérent pour résoudre un problème particulier. Chaque ministère ou département semble considérer les autres comme des rivaux que l'on ménage auxquels on fait appel lorsque cela est inévitable, mais que le plus souvent on se contente d'ignorer. J'ai observé la même tendance entre les diverses Institutions spécialisées des Nations Unies, comme entre elles et le Bureau de l'assistance technique. En vérité, tous ces organismes créent fréquemment des bureaux distincts qui, vus de l'extérieur, semblent avoir entre eux le minimum de rapports de travail.

L'interdépendance entre les nombreux aspects de l'évolution entraîne aussi la nécessité de tenir compte de l'effet global qu'aura toute réforme particulière envisagée. Les méthodes utilisées pour apporter un changement en agriculture et la nouvelle technique que l'on compte appliquer doivent être déterminées en fonction de trois facteurs.

Tout d'abord, quels sont les objectifs sociaux du changement ? Au Tanganyika par exemple, nous rejeterions l'institution dans le monde rural d'un système fondé sur la notion de classe, même s'il était prouvé qu'il assurerait une expansion générale maximum de la production. Nous repousserions ce moyen de faire progresser l'économie nationale, parce qu'il irait à l'encontre de notre but final qui est le bien-être de la population tout entière.

En second lieu, quels sont les facteurs culturels dominants dans la population et dans quelle mesure peuvent-ils être modifiés du jour au lendemain ? Si un expert dresse un plan d'exploitation exigeant la mise en oeuvre de techniques auxquelles la population de la zone intéressée est socialement hostile, ce plan sera inutile, quelle qu'en puisse être la valeur d'un point de vue purement agricole. Tout système doit être conçu en fonction des populations qu'il intéresse le plus directement et ne doit pas exiger d'elles une évolution culturelle dépassant leurs facultés d'adaptation.

Enfin, un troisième point : quelles sont les ressources dont dispose la société dans son ensemble ? A quoi servirait, au Tanganyika, d'élaborer un plan dont l'exécution exigerait une véritable armée de travailleurs agricoles spécialisés ou ayant reçu une instruction puisqu'une telle force de travail n'existe pas aujourd'hui et qu'elle n'existera pas, en dépit de tous nos efforts, avant de nombreuses années - en fait, les changements que nous nous efforçons actuellement de réaliser visent en partie à nous permettre de former ces travailleurs.

Rien de tout cela n'implique, cependant, que l'on doive se résoudre à une évolution lente ou que le développement soit fatalement destiné à échouer sur les préjugés et le conformisme des populations. Ce sont des éléments dont il faut tenir compte, voilà tout.

Il existe plusieurs manières de s'y prendre. On peut parfois venir à bout des attitudes ancestrales en appliquant des plans nouveaux de colonisation ou d'organisation des villages qui amènent à rompre de façon assez radicale avec le passé et provoquent un état d'esprit réceptif aux idées et techniques modernes. Il faut parfois entreprendre des programmes coûteux

qui ne sont pas en eux-mêmes économiquement viables mais qui s'imposent par leur valeur éducative et sociale. Dans tous les cas, il sera nécessaire d'entreprendre, en tant que partie intégrante du développement économique, une campagne massive d'éducation des adultes - la meilleure méthode en cette matière ne consistant pas toujours à faire asseoir les gens devant un tableau noir ou à leur donner des livres à lire. Je voudrais dire en passant que cette nécessité d'enseigner les adultes est pour nous un problème : il est extrêmement rare qu'une organisation ou une source d'investissements - et la FAO ne fait pas exception - tienne compte en examinant s'il y a lieu ou non d'accorder une aide pour un programme donné, du coût de l'éducation des adultes, dont la valeur ne peut se mesurer en termes financiers mais qui présente une importance capitale.

De tout ce qui précède se dégage une considération fondamentale. Pour qu'une transformation de l'ordre de celle que j'ai évoquée puisse se réaliser sans provoquer le chaos et un état de détresse sociale extrême, il faut faire oeuvre de planification. Chaque jour qui passe nous permet de constater combien il est nécessaire et aussi combien il est difficile de mettre en oeuvre un plan de développement national. Un tel plan présentera peut-être de la souplesse mais il devra couvrir tous les aspects de l'évolution projetée et il devra toujours être envisagé comme un tout.

Importance de l'aide

Aucun plan ne saurait cependant supprimer la nécessité de ces ressources indispensables au développement que sont les hommes et l'argent. Tout changement exige une mise de fonds, ne serait-ce que pour remplacer un outil primitif par une charrue et un boeuf. Tout changement exige aussi un personnel instruit et expérimenté, dans le secteur administratif et dans le secteur technique et, tout changement implique des dépenses d'éducation, à long terme comme à court terme. La pénurie locale de ces moyens d'action est précisément un facteur de sous-développement.

Lorsque le revenu par habitant est inférieur à 100 dollars par an, il est bien difficile d'épargner sur la consommation courante l'"excédent" à utiliser pour investir dans l'avenir, et cela est vrai quelle que soit l'austérité du gouvernement ou quel que soit l'enthousiasme de la population. Les disponibilités de personnel formé sont la résultante de trois facteurs : le revenu national antérieur, les politiques suivies par le passé et les priorités accordées aux exigences sociales, de sorte qu'à de rares exceptions près nos pays insuffisamment développés ne disposent que d'une poignée de gens ayant reçu la formation voulue.

Cela signifie que pour réaliser rapidement les transformations que nous souhaitons, nous devons obtenir hors de nos propres frontières les concours humains et les moyens financiers. Il est évidemment préférable d'y parvenir par un moyen qui soit équivalent sur le plan international à ce qu'est dans une nation quelconque une fiscalité redistributive; en d'autres termes, en recevant des dons qui ne laissent pas après eux un fardeau d'endettement. Si cela est impossible, il faut envisager une forme de remboursement différé.

Aucun de ces moyens de pallier nos pénuries passagères n'est toutefois aussi simple que nous l'imaginons parfois. Après avoir accédé à l'indépendance, nous ne tardons pas à découvrir que les capitaux et la main-d'œuvre spécialisée dont nous avons besoin sont très demandés dans le monde entier. Nous constatons de même rapidement que notre volonté de décider par nous-mêmes de la structure à donner à notre future société complique les efforts que nous faisons pour attirer des capitaux.

Dès lors que vous avez besoin d'une aide extérieure, il est impossible d'éviter que des décisions ayant un contenu politique soient prises en dehors de votre propre pays. Quelles que soient ses intentions, aucune organisation disposant de ressources limitées ne peut éviter d'influencer le cours de notre progrès. On a dit que gouverner c'était choisir; par conséquent, la décision d'aider à mettre en œuvre un projet dans un secteur plutôt que dans un autre est une décision politique, qui se répercute souvent sur toute une série de plans économiques et sociaux.

Aucun pays insuffisamment développé ne s'en plaint réellement; il ne s'agit pas d'une tentative d'ingérence délibérée et les effets peuvent être mitigés dans une certaine mesure par une orientation différente de l'aide extérieure et des ressources locales. Mais il arrive que, par sa nature ou par les conditions dont elle s'assortit, l'aide ait un caractère idéologique plus marqué et l'alternative est alors pour nous d'accepter ces conditions ou de freiner notre développement économique. C'est parce que nous comptons que les institutions internationales n'imposeront pas de conditions de cette sorte que nous préférons, lorsque cela est possible, obtenir par leur entremise l'aide qui nous est nécessaire.

Je dois avouer, toutefois, que cet optimisme n'est pas toujours fondé. De même que notre méfiance, d'origine historique, à l'égard des investissements étrangers nationaux n'est pas toujours justifiée par les faits, de même notre conviction que toutes les organisations internationales nous laisseront libres de construire comme nous l'entendons l'infrastructure de notre développement n'est pas entièrement à l'abri de démentis. La Société financière internationale, par exemple, semble exiger comme condition de sa participation à un programme, que l'entreprise privée - de préférence locale - y soit associée. Cela constitue dans maints pays un obstacle insurmontable. Tout d'abord, nous n'entendons pas créer une classe d'entrepreneurs, d'autant moins que nous n'en avons aucun à l'heure actuelle et, ensuite, cela suppose souvent de la part des capitalistes privés un altruisme incompatible avec leurs mobiles économiques. Tous les bailleurs de fonds privés se méfient du changement; leur but est de gagner de l'argent et il est donc parfaitement logique qu'ils veuillent connaître l'avenir politique et social d'un pays sans avoir à interroger les boules de cristal et autres instruments divinatoires. Dans une période d'intense transformation, cela est difficile, sinon impossible, de sorte que pour des raisons de nécessité aussi bien que de principe, les pays insuffisamment développés hésitent à accepter une aide soumise à des conditions qui impliquent la participation du capital privé.

De façon générale, nous constatons pourtant que les problèmes politiques que suscite l'acceptation d'une aide sont considérablement atténués si l'on passe par l'entremise d'organismes internationaux. Cette préférence ne doit cependant pas prévaloir à tout prix. Ce sont en général les donateurs

qui décident si leur aide sera fournie bilatéralement ou autrement et cela n'affecte sans doute pas beaucoup le montant total disponible. Tant les donateurs que les bénéficiaires ont donc un intérêt vital à ce que l'aide dispensée par les voies internationales soit administrée de façon efficace et économique, de manière à donner le maximum des résultats sur le terrain. C'est là, je crois, un élément auquel les organisations elles-mêmes doivent veiller très soigneusement si elles veulent se montrer à la hauteur de leur tâche. Le rapport entre les dépenses administratives et les dépenses opérationnelles, le nombre des fonctionnaires touchant de gros traitements dans les bureaux centraux et le nombre de ceux qui travaillent sur le terrain dans des conditions pénibles, les situations offertes eu égard aux tâches à accomplir, sont autant de facteurs sur lesquels il convient d'exercer un contrôle de tous les instants.

Importance de la FAO

J'ai tenu à rappeler ces faits parce que, nous attachons par principe comme en pratique une importance extrême aux organisations internationales. Si nous en faisons partie, ce n'est pas seulement pour la forme, parce qu'il est de bon ton pour une nation indépendante d'agir ainsi. Nous estimons au contraire que leur réussite est aussi la nôtre. Ce sentiment, nous l'éprouvons à l'égard de toutes les institutions spécialisées dont nous sommes membres. Nous avons besoin de leur aide à toutes pour obtenir le changement total que nous cherchons et nous n'ignorons pas que leurs activités sont étroitement liées. Il est vrai néanmoins que, pour un pays agricole comme le Tanganyika, c'est la FAO qui est assurément à l'avant-garde de notre lutte contre la misère. Certes, nous voulons doter notre économie d'un secteur industriel, mais nous croyons qu'il est tout aussi urgent de renforcer l'agriculture qui en constitue la base - et cette tâche nous apparaît légèrement plus facile à entreprendre puisque le développement agricole nécessite une mise de fonds moins importante.

A mes yeux, la FAO - je tiens à l'affirmer très nettement - a accompli une oeuvre vitale au cours des dix-huit dernières années et ce qu'elle a fait, elle l'a - dans l'ensemble - bien fait. La réunion et la diffusion de renseignements et de données de recherche ont mis des procédés simples et peu coûteux à la portée de pays qui autrement n'auraient pas été en mesure de progresser; en outre, cette vision globale du développement a été fort utile pour l'élaboration de plans d'expansion particuliers. Tout progrès résulte de la combinaison d'efforts divers - de la population locale, de son gouvernement, d'hommes et de capitaux extérieurs. Il n'est donc pas possible de dire dans quelle mesure la FAO est responsable des progrès effectués en Inde (où la production alimentaire a augmenté de 46 pour cent en dix ans.) ou en Grèce et au Mexique (dont la production céréalière a presque doublé). On peut même soutenir que l'une des vertus des organisations internationales est que l'on n'attend nullement que cette évaluation soit faite ou même tentée ! Je suis néanmoins persuadé que la contribution de la FAO a dû être considérable si j'en juge par les avantages que mon propre pays commence précisément à retirer de l'assistance de l'Organisation.

Experts de la FAO

Cela ne signifie cependant pas que cette aide soit parfaite ! Si elle l'était, ma conférence n'aurait pas d'objet; aussi dois-je peut-être me réjouir d'apercevoir des domaines où une amélioration serait possible ! Je voudrais à ce propos aborder séparément les deux formes différentes que prend votre action dans la lutte contre la misère : d'une part, l'effort pour aider à augmenter la production de biens agricoles et d'autre part, l'effort pour créer des dispositifs internationaux en vue d'assurer une commercialisation ordonnée des produits.

Pour nous, le principal inconvénient de l'aide que la FAO apporte à votre effort d'expansion de la production vient de ce qu'elle ne voit pas ou ne veut pas voir que nous partons de très bas, de sorte qu'il y a souvent un large fossé entre l'assistance qu'elle nous offre et notre capacité d'en bénéficier.

L'expérience du Tanganyika en la matière n'est peut-être pas également valable pour tous les autres pays sous-développés, mais elle donne effectivement à penser que l'action entreprise n'est pas assez souple pour répondre aux besoins réels plutôt qu'à ceux qui devraient exister ! Ainsi, lorsque nous demandons une assistance technique, la FAO nous offre presque toujours des experts conseillers d'un niveau extrêmement élevé, à la condition - très raisonnable - que nous fournissions du personnel "de contrepartie" qui se pénétrera de la science et de la sagesse qui lui seront enseignés. Le malheur, c'est que nous n'avons pas un besoin désespéré - sauf dans des cas très rares et tout à fait spéciaux - de personnes exceptionnellement brillantes. Nous avons extrêmement besoin par contre de personnes pratiques, qui connaissent leur métier, viennent travailler avec les populations tout en les formant et soient prêtes à prendre des responsabilités dans le domaine de l'exécution, au besoin sous la direction et la surveillance de notre gouvernement. En fait, l'expert de renommée mondiale nous met souvent dans l'embarras; nous sommes obligés de reconnaître que si, dans notre service agricole qui emploie plus de 1 900 personnes ayant reçu une certaine formation, on compte 46 diplômés, soit 2,5 pour cent, il n'y a parmi eux que quelques Tanganyikais, et encore faut-il placer ces derniers à d'importants postes politiques. Dans bien des cas, il ne nous est donc pas vraiment possible de fournir de contrepartie effective à ce niveau.

Evidemment, pour résoudre cette difficulté, il existe un moyen que la FAO reconnaît déjà; je veux parler de la formation. De fait, nous avons trouvé que cette Organisation, de même que tous les programmes d'aide bilatérale, fait des offres très généreuses de bourses pour le perfectionnement à l'étranger. Malheureusement, nous nous retrouvons devant le même problème. Il serait certainement utile que les quelques Tanganyikais qui ont reçu une instruction supérieure élargissent leur expérience et se tiennent au courant des nouvelles découvertes, mais il est rare qu'ils puissent le faire car il est impossible de se passer de leurs services. Ce dont nous avons véritablement besoin, c'est d'"assistants locaux" qui puissent conseiller directement l'agriculteur; le meilleur moyen - et le moins cher - de former ces assistants est de les instruire dans notre propre pays, dans notre langue et à partir des connaissances qu'ils possèdent déjà.

La FAO n'est pas compétente pour s'occuper de la commercialisation

Il n'est cependant pas dans mon intention de laisser entendre que la FAO a fait du mauvais travail dans tous les domaines liés à l'accroissement de la production. Ce serait faux. Mon seul propos est d'apporter quelques idées sur la manière dont son action pourrait devenir encore plus efficace. Bien d'autres critiques constructives seront sans nul doute exprimées au cours de la session de la Conférence.

C'est à propos de l'autre phase des responsabilités de la FAO que je voudrais vraiment provoquer dans l'Organisation et chez tous les Etats Membres un nouveau courant de pensée. En effet, la FAO n'atteindra ses objectifs que si l'accroissement de production obtenu se traduit pas un pouvoir d'achat accru dans les pays sous-développés.

La FAO s'est vaillamment efforcée d'atténuer le chaos qui règne sur les marchés internationaux de produits primaires et elle a obtenu quelques succès dans des domaines particuliers. Cependant, je tiens qu'à cet égard, elle part battue d'avance. Sous leur forme actuelle, en effet, ni la FAO ni les autres organisations internationales seules ou groupées ne sont capables de résoudre le problème fondamental, c'est-à-dire de supprimer la misère dans les régions sous-développées du monde.

C'est là une affirmation très dure et très grave, mais je crois que c'est la conclusion à laquelle aboutit inévitablement tout examen sérieux du problème de la commercialisation internationale des produits. Sur le plan interne, l'idée que la planification est indispensable à la fois pour l'accroissement de la production et pour celui de la consommation est aujourd'hui très largement admise et je l'ai moi-même soutenue. Par lui-même, l'accroissement de la production donne peu de résultat; il est essentiel en effet d'être assuré de débouchés stables. L'infrastructure nécessaire pour les échanges - sur le plan des institutions, des voies de communication, du crédit, etc. - n'a pas moins d'importance que toutes les mesures destinées à élever la production agricole.

A l'intérieur de nos entités politiques, nous essayons de parvenir à cette harmonie de l'offre et des marchés; nous essayons sur le plan économique de transformer la faim existante en une demande réelle de produits alimentaires. Nous y parvenons dans une certaine mesure parce que nous contrôlons la monnaie et le crédit, parce que nous déterminons la direction que prend le courant des produits et parce que nous pouvons établir un certain équilibre entre les exigences contradictoires des agriculteurs qui veulent des cours élevés et des consommateurs qui souhaitent acheter à bon marché.

Comparons toutefois la situation mondiale à la conjoncture internationale. A l'intérieur de nos frontières, nous protégeons le paysan pauvre contre les fluctuations journalières des prix; nous l'encourageons et nous l'aidons à organiser ses ventes et ses achats en coopérant avec les autres paysans, de manière qu'aucun d'entre eux ne puisse être exploité par les riches négociants qui contrôlent les débouchés. Par l'institution d'offices de commercialisation et de coopératives et en contrôlant

délibérément l'orientation des échanges et des investissements, nous nous efforçons d'amener les produits là où ils sont nécessaires à un prix équitable pour les deux parties. Et nous le faisons dans des conditions qui permettent aux producteurs de dresser des plans d'avenir et à la nation toute entière d'élaborer les programmes de développement qui font partie intégrante de la lutte contre la misère.

Le chaos du marché international

Dans la mesure où elle est appliquée dans le cadre d'une entité politique, cette méthode de planification fonctionne, et elle fonctionne d'autant mieux qu'elle est plus efficacement organisée. Elle nous permet d'augmenter la prospérité de toutes les régions du pays, en relevant les conditions de vie des classes les plus pauvres par les mesures budgétaires et le planning. Mais sur le marché international la situation est entièrement opposée.

Même quand nous confions à un seul organisme exportateur l'écoulement d'un ou de nombreux produits agricoles, chacun des pays sous-développés est aussi désarmé sur le marché mondial que l'étaient nos agriculteurs lorsqu'ils devaient traiter chacun isolément avec les riches groupements commerciaux. Notre pauvreté nationale nous interdit de constituer des stocks en attendant que le marché monte; nous vendons comme nous pouvons, quand nous pouvons, au prix qui nous est offert ce jour-là - prix souvent très différent des cours pratiqués un mois plus tard. Il est donc inévitable qu'au début de chaque année nous sommes incapables de prévoir ce que sera notre pouvoir d'achat global pendant la période à venir. Certes, nous pouvons prévoir ce que sera notre production, mais nous ne pouvons pas prévoir à quoi elle correspondra en termes de pouvoir d'achat de biens dont nous avons besoin. Nos plans de développement peuvent être réduits à l'absurde par les fluctuations du marché - qu'il s'agisse de la demande ou de l'offre - qui échappe à notre contrôle et que nous ne pouvons même pas prédire. Le résultat total est souvent de jeter le chaos dans notre planification intérieure et d'annihiler les efforts que nous faisons pour donner à nos peuples la juste récompense de leurs propres efforts.

En ce qui concerne certains produits, la FAO a contribué à la conclusion d'accords sur les produits qui ont permis d'éviter le chaos dans les secteurs considérés, mais généralement au prix d'une restriction du développement dans le pays pour lequel le développement est une question vitale. Mais, quels que soient les avantages de ces accords sur les produits individuels, ils sont tous conclus d'une façon isolée et représentent en quelque sorte des îlots de calme dans la tourmente. Ils n'atteignent pas l'essence même du problème, qui tient à des causes bien plus profondes. En effet, le problème naît de la nature même du marché libre, non contrôlé, dans lequel producteurs et consommateurs sont à des niveaux très différents de puissance et de raffinement économiques. L'effet du système actuel - ou plus exactement du manque de système - sur la création et la répartition de nouveaux niveaux de demande effective devient très évident dès que l'on compare les taux de croissance des différentes économies nationales et si l'on considère même très rapidement l'évolution générale du commerce international depuis la dernière guerre mondiale.

Evolution du commerce international depuis la guerre

Malgré la grande faim qui sévit dans le monde - c'est-à-dire la pénurie d'aliments nutritifs - les termes de l'échange ont constamment évolué au détriment des producteurs primaires des pays sous-développés. La seule exception à cette règle réside dans la guerre ou le risque de guerre. "L'incident" coréen a fait davantage pour l'économie des pays sous-développés que tous les efforts déployés en leur faveur depuis dix ans. Mais nous avons payé cet avantage plus tard, lorsqu'après l'armistice, les acheteurs ont décidé qu'ils pouvaient utiliser les stocks accumulés et de cesser complètement leurs achats. D'où cette situation paradoxale, où deux pays sous-développés ont des produits alimentaires différents à vendre sur le marché mondial sans avoir les moyens d'acheter ces produits l'un à l'autre, de sorte que la seule "solution" commerciale semble être une guerre qui risque de les détruire tous deux!

D'autre part, lorsque nous essayons de vendre aux pays développés, nous nous trouvons devant un dilemme : ou bien ces pays protègent leurs propres industries contre ce qu'ils appellent "le produit du travail forcé", ou bien ils sont capables de produire moins cher que nous grâce au taux élevé de leurs investissements en capital. Si notre travail est un "travail forcé", c'est que nous n'avons pas les moyens d'investir et que nous ne pouvons produire qu'à la sueur de notre front, mais c'est là un problème dont nécessairement les pays développés se soucient peu. Ils ne sont pas moins indifférents au fait que le seul moyen pour nous de supprimer le "travail forcé" est de développer nos économies.

D'autre part, nous constatons que, même pour ce qui est de la production agricole, les pays développés pour des raisons de distribution interne payent à leurs fermiers un certain prix et écoulent leur production sur le marché mondial à un prix bien inférieur - quand ils ne la donnent pas purement et simplement. Pris en particulier, rares sont ceux de nous qui peuvent se permettre de refuser ces dons, et, en vérité, mon propre pays a été extrêmement heureux d'en bénéficier lors de deux années consécutives de famine due à de mauvaises récoltes. Mais ce procédé risque de réduire à néant les tentatives des pays pauvres de créer entre eux de nouveaux courants commerciaux qui leur permettraient d'accroître leurs produits nationaux respectifs. Et l'existence même de stocks contrôlés par les gouvernements nationaux fait que lorsque les pays sous-développés peuvent approvisionner les marchés mondiaux à des prix équitables, les pays riches peuvent, quand ils leur plaît, en jetant leurs stocks sur le marché, ôter toute rentabilité au prix que nous recevons.

Aucune de ces questions ne peut être résolue de façon isolée, en procédant produit par produit. On voit se poser tout le problème des liquidités monétaires internationales et celui des autres facteurs concernant la commercialisation des disponibilités mondiales croissantes. Ces problèmes ne seront jamais résolus tant que chaque aspect devra être négocié entre des dizaines de pays, toutes les décisions devant être prises à l'unanimité. Nous savons tous que, quelles que soient

les discussions auxquelles nous prenons part, la décision ne vaudra que si l'on a obtenu l'accord des pays qui détiennent un gros stock de certains produits ou qui contrôlent un secteur important de l'offre ou de la demande effective. Ce sont ces pays - presque invariablement des pays riches - qui dictent le résultat, ils sont à la fois juges et parties. Le "marché international" libre" est nécessairement, inévitablement un cirque où le plus faible n'a aucune chance.

Nécessité d'un plan mondial

Cette constatation n'a rien d'une découverte surprenante. Partout dans le monde, le succès attire le succès, le développement engendre un nouveau développement, l'efficacité permet d'assurer la formation qui amplifie à son tour l'efficacité. Pratiquement tous les pays reconnaissent ce fait quand il s'agit de leurs affaires intérieures; ils admettent que certains secteurs de l'économie nationale se développent au détriment des autres. Dès qu'ils reconnaissent que la co-existence de secteurs riches et de secteurs pauvres dans un même pays est socialement inadmissible, ils prennent des mesures pour corriger le déséquilibre qui résulte du libre jeu du marché. C'est en vertu de ce principe que sont nés la Tennessee Valley Authority en Amérique, les "zones de développement" au Royaume-Uni et les investissements de l'Etat dans le Sud de l'Italie.

Toutefois, sur le plan international, le refus théorique de la co-existence de pays riches et pauvres a abouti à la notion d'"aide", c'est-à-dire aux dons bénévoles que les riches accordent aux pauvres. C'est avec cette seule ressource qu'il nous faut opposer nos maigres forces à la tendance générale des investissements et du commerce mondiaux.

Avec de tels principes, le fossé qui sépare les pays riches et les pays pauvres ne saurait manquer de s'élargir. Les résultats de l'"aide" que nous recevons peuvent être anéantis - c'est même ce qui arrive souvent - par une variation marginale du prix d'une seule matière première. Cette situation persistera nécessairement jusqu'au jour où la planification du développement et du commerce sera une réalité sur le plan international comme sur le plan national.

Nos propres politiques aggravent la situation

Rien ne saurait remplacer une offensive concertée et immédiate contre la misère dans le monde. Mais, à l'heure actuelle, un grand nombre de pays sous-développés - dont le mien - contribuent eux-mêmes à élargir le fossé qui sépare les riches et les pauvres. Si nous agissons ainsi, c'est parce que en pratique nous semblons admettre que le monde est un, et nous acceptons par conséquent la théorie du commerce multilatéral de libre échange, en nous contentant d'appliquer quelques mesures protectionnistes et fiscales.

Par exemple, étant partie au GATT, nous ne pouvons établir entre les producteurs une différence de traitement en faveur d'autres pays sous-développés; la libre convertibilité de notre monnaie signifie que les résultats de notre développement profitent non seulement aux étrangers, mais surtout à ceux qui peuvent aisément se passer de ce surcroît de bénéfice. Et nous acceptons des "prêts conditionnels"-communément appelés "aide" - qui nous forcent parfois à acheter sur des marchés coûteux et nous obligent en plus à payer des intérêts. Enfin, nous permettons l'importation de toute sorte d'articles de luxe dont le besoin est issu purement et simplement de vastes campagnes de publicité.

Si l'on considère les politiques isolément, on peut trouver beaucoup à dire en faveur de chacune d'elles, et, de toute façon, certaines d'entre-elles sont pour diverses raisons inévitables. Mais le résultat net est que, du point de vue économique, notre pays et les pays qui sont dans la même situation que nous agissent comme si les diverses nations étaient véritablement égales. Nous, les pays pauvres (car, quel que soit notre potentiel économique, nous sommes certainement pauvres aujourd'hui), nous mendions chez les riches et, en même temps, nous leur faisons concurrence pour obtenir les capitaux et la main-d'oeuvre spécialisée nécessaires aux investissements, ainsi que pour nous trouver des débouchés pour des marchandises produites avec des techniques très inférieures. Dans ces conditions, l'écart entre nous ne saurait que croître: dans une portée, c'est toujours le petit dernier qui manque de lait.

En tant qu'êtres humains doués de raison, maîtres de leur destin, les peuples des pays sous-développés ne sauraient évidemment admettre que la situation actuelle se prolonge indéfiniment. Il nous faut ou bien aller de l'avant, avec toutes les autres nations, dans le cadre d'un plan mondial de développement économique, ou bien nous résigner à retomber pour le moment dans l'isolationnisme économique. Là où règne seule la loi de la jungle, c'est le plus apte qui survit. Ce principe est acceptable quand il s'agit de bêtes; pour régir les rapports humains, il est inadmissible. Mais, tant que prévaudra cette loi, la simple prudence conseille aux faibles de se tenir soigneusement à l'écart des plus forts.

Il n'y a qu'une alternative: ou bien créer un monde véritablement uni, dans lequel le problème des régions déshéritées sera traité scientifiquement, sur le plan mondial, ou bien, reconnaître qu'il existe deux mondes - le monde des riches et celui des pauvres - et alors ce dernier devra bien prendre les mesures qui s'imposent pour se protéger contre l'hégémonie des riches.

La solution de l'isolement

De toute évidence, le moyen le plus efficace qui s'offre au groupe des pauvres, de réaliser, dans l'isolement, une percée économique serait une solution de même nature que la solution proposée pour l'ensemble du monde, c'est-à-dire un plan économique unique. S'il ne peut y avoir de plan universel, alors qu'il y ait un plan pour cette moitié du monde

à qui sa misère interdit le luxe d'un individualisme économique sans contrôle. Les pauvres, où qu'ils se trouvent, peuvent toujours commercer entre eux et développer leurs activités à condition de ne pas chercher à fonder leur commerce sur les moyens d'échange détonus et agréés par les riches.

Je propose, si nous ne pouvons obtenir un plan universel de lutte contre la misère, que nous créions un bloc économique distinct, composé uniquement de pays sous-développés et que ce bloc ait son propre plan de développement économique financé à l'aide de son propre crédit dirigé. Entre ce bloc et le reste du monde, les rapports devront être réduits au minimum, et faire l'objet d'un contrôle soigneusement calculé. Ainsi pourrions-nous nous édifier nous-mêmes notre économie jusqu'au moment où nous serons en mesure d'affronter la concurrence à armes égales.

Néanmoins, s'il n'est pas réaliste de parler d'un plan économique universel, peut-être ne l'est-il pas non plus d'attendre de la moitié pauvre du monde qu'elle se rende compte qu'à long terme il est de l'intérêt de chacun de ses éléments de s'unir contre les riches. Cependant, n'importe quelle zone pauvre qui serait capable d'instaurer un contrôle unique sur sa monnaie et son crédit, sur son développement économique et sur son commerce extérieur, aurait encore avantage à longue échéance à se séparer du reste du monde aujourd'hui.

En tout cas, même si une telle sécession est impossible à réaliser, sauf dans le cadre actuel des Etats nationaux, il n'y a pourtant aucune raison pour que nous acceptions toutes les limitations actuelles de ce droit international de la jungle. Si nous avons des produits d'exportation que personne ne peut nous payer, il nous faudra revenir à un système de troc entre nous. Nous parviendrons à vivre et nous commencerons à prospérer en prenant chacun le rebut des autres. En recourant à ces moyens nous constaterons peut-être que, même si nous n'achetons pas exactement ce que nous aurions souhaité avec nos produits, tout au moins ceux-ci ne pourrissent plus sur place sans profit pour nous-mêmes ou pour les autres. Un marché libre complètement indépendant qui serait limité aux pauvres du monde vaudrait mieux pour nous qu'une confiance entière dans le système actuel où le pauvre est à la merci du riche. Le chaos de ce marché libre limité aurait au moins un avantage : le faible ne contribuerait pas à engraisser le fort et l'inégalité des positions entre les "très pauvres" et ceux "qui le sont un peu moins" contribuerait, en tout cas, à réduire plutôt qu'à accroître le fossé entre les deux mondes !

L'isolement constitue un remède héroïque aux maux économiques actuels du monde, et je ne me fais pas d'illusions sur les difficultés ou les désagréments de chacun des pas en arrière que j'ai proposés. Tous exigeront un rigoureux contrôle pour ce qui est du volume comme de l'origine ou de la destination des importations et des exportations. Tous exigeront aussi de la part de l'Etat, une certaine action et un certain contrôle en matière économique que nous sommes mal outillés pour entreprendre, et qui auront donc à peu près inévitablement des répercussions sur la liberté individuelle des gens de nos régions.

Si nous sommes poussés à choisir l'isolement - quelle que soit la dimension du bloc économique - l'effort de développement, sera plus pénible sous bien des rapports et exigera certainement de plus grands sacrifices de la part de la génération actuelle. En fait, pour obtenir sa coopération active en face des difficultés rencontrées, il pourra fort bien être nécessaire de créer intentionnellement un chauvinisme hostile à la minorité opulente du monde.

Tel sera peut-être le prix qu'il nous faudra payer l'isolement qui en fin de compte nous vaudra le succès. En poursuivant implacablement cette politique, nous serons finalement capables de vaincre la misère, tant objective que relative, qui nous opprime aujourd'hui, ce que ne pourra jamais faire le maintien de la combinaison actuelle de l'"aide" et de "la libre concurrence internationale".

La FAO, Bureau de bienfaisance

Telles sont les raisons pour lesquelles, j'ai antérieurement déclaré que la FAO n'était pas capable de traiter les problèmes fondamentaux du paupérisme international. Traduire un accroissement de production en accroissement de consommation dépasse sa compétence. La FAO est une créature du système actuel et ses travaux ne peuvent donc avoir qu'un effet très marginal sur les problèmes, et même ce genre d'amélioration risque à tout moment d'être balayée par les "forces du marché". La FAO doit être investie de l'autorité nécessaire pour PLANIFIER l'alimentation et l'agriculture mondiales - en matière de production comme de commercialisation - faute de quoi elle demeurera ce qu'elle est aujourd'hui: un Bureau de bienfaisance.

Je ne désire nullement dénigrer cette fonction, car là où existe la misère, la charité a sa place. "Des échanges au lieu d'assistance", voilà notre objectif, mais dans l'intervalle l'assistance peut être très précieuse en nous aidant à nous rapprocher de ce but. La charité, lorsqu'elle nous aide à nous tirer d'affaire nous-mêmes, a une valeur inestimable et la conservera quoi qu'il advienne du reste. Tel est le cas du Programme alimentaire mondial organisé par la FAO et, en fait, de tous les experts compétents ou de toutes les informations que nous envoie l'Organisation. C'est pourquoi, nous donnons et nous continuerons de donner notre appui à cette Organisation et aux autres institutions spécialisées de l'ONU. Toutefois, nous devons bien admettre que la FAO a été créée avec des buts plus élevés que ceux-là; elle devait "améliorer la condition des populations rurales" et "contribuer ainsi à l'expansion de l'économie mondiale". Or, elle ne pourra entreprendre ces tâches de plus vaste portée dans la lutte contre la misère, tant qu'elle fonctionnera dans le climat économique actuel du monde.

Tout cela pour dire que la FAO aide les pays sous-développés et peut continuer à le faire. J'ai essayé de faire quelques suggestions constructives sur la manière de rendre l'Organisation encore plus efficace là où elle peut être efficace. Toutefois, sur le fond de la question je dis qu'elle ne sera pas en mesure de remplir sa mission jusqu'au jour où elle deviendra l'organisme mondial chargé de la planification et des décisions politiques en matière d'alimentation et d'agriculture, c'est-à-dire, le Ministère de l'alimentation et de l'agriculture d'une Autorité mondiale.

Conclusions

Je sais qu'à une proposition de ce genre, on répondra en peu de mots qu'elle est irréalisable. Peut-être est-ce vrai qu'une telle institution ne peut être obtenue. Ce que je prétends c'est que nous n'essayons même pas de l'obtenir et que si c'est vrai, alors nous devons recourir à d'autres mesures pour lutter contre la misère des deux tiers du monde.

La continuation du chaos actuel où le riche s'enrichit et où le pauvre reste pauvre est intolérable pour ceux d'entre nous qui ont conscience de cette misère. A défaut du Plan universel, la seule solution est donc pour nous d'admettre notre infériorité économique et de nous isoler volontairement en attendant que nous ayons édifié notre économie.

Je ne crois pas qu'on puisse répondre en peu de mots à cela. Peut-être est-il vrai que nous avons besoin du reste du monde plus qu'il n'a besoin de nous, encore qu'il y ait des ressources que le reste du monde tient à tirer de chez nous. Sans aucun doute, notre développement économique sera plus rapide et moins pénible, si nous pouvons importer des biens de production et de la main-d'oeuvre qualifiée. Mais là n'est pas la question. Il s'agit en réalité de savoir si une aide ou un investissement extérieur nous permettra d'édifier notre économie ou bien si les effets en seront annihilés par le fonctionnement d'un marché international non planifié.

La situation d'un pays sous-développé ressemble à celle d'un homme qui voudrait construire une flotte. Il commence par construire une barque à rames. Avec cette barque, il peine à faire traverser la rivière aux gens jusqu'à ce qu'il est gagné assez d'argent pour construire un caboteur. Avec le produit de son commerce de cabotage il construira d'abord un, puis plusieurs navires de haute mer. Mais, s'il essaie d'envoyer sa barque sur l'océan, elle coulera et il se retrouvera à son point de départ. S'il ne met pas son caboteur à l'abri des tempêtes il le perdra et reviendra au stade de la barque à rames. C'est seulement lorsqu'il aura construit sa flotte qu'il pourra envoyer ses navires essayer les tempêtes.

Les économies des pays sous-développés ne peuvent se risquer à affronter l'océan déchaîné du marché international non planifié tant qu'elles ne seront pas devenues pareilles à des navires de haute mer. Elles y parviendront plus vite si elles reçoivent une aide extérieure en fonction des besoins du moment; mais jusqu'à là, avec ou sans aide, si les eaux ne peuvent être rendues plus calmes par une planification internationale, nous devons nous en éloigner pendant le temps qu'il sera nécessaire à l'édification d'une économie assez forte pour affronter les imprévisibles infortunes du "marché libre".

Monsieur le Président, je crois que l'on peut résumer les objectifs des populations des pays sous-développés en employant une formule chère aux syndicats: "un juste salaire et des conditions équitables pour une honnête journée de travail". Nos populations sont désireuses et impatientes de fournir cet honnête travail et c'est à leurs représentants qu'il incombe de leur assurer un juste salaire: pour y parvenir aucun sacrifice n'est trop grand. Nous accueillons en camarades ceux qui viennent se battre à nos côtés; notre reconnaissance va à ceux qui nous envoient des renforts pendant que nous luttons, mais seuls ou avec d'autres, nous devons marcher vers la prospérité.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

